

Communiqué de presse - Paris, le 15 septembre 2014

Tribune d'Anne Hidalgo, Maire de Paris :

**« Pour une plus forte démocratie citoyenne  
à tous les échelons du pouvoir »**

*Publiée par le journal Le Monde, dans son édition datée du mardi 16 septembre.*

Plus personne aujourd'hui n'ose nier, ni-même minimiser, les maux terribles qui frappent et menacent notre démocratie. Du plus engagé au plus indifférent d'entre eux, chacun de nos concitoyens peut percevoir le délitement quotidien du contrat social et politique qui régit la société française. La montée du Front National, les manifestations de plus en plus fréquentes et violentes de discordes au sein de la société française, mais également la montée d'une abstention lucide et désespérée constituent des symptômes parmi beaucoup d'autres de la crise qui affecte notre pays. Cette crise trahit d'abord l'effondrement de la confiance, dans un pays où les institutions démocratiques, les représentants élus, et même les dépositaires de l'autorité républicaine sont de plus en plus contestés. Mais elle traduit également des troubles de la conscience, alors que les valeurs qui nous constituent comme nation et comme république sont ouvertement remises en cause par ceux, de plus en plus nombreux, qui voient en elles autant d'obstacles à abattre et non les cadres au sein desquels la vie commune est possible.

Face à tous ceux qui considèrent, pour reprendre les mots de Romain Gary, que la République « leur fait à l'aube une promesse qu'elle ne tient jamais », ceux qui détiennent une part de la responsabilité collective ne doivent pas se dérober. Ils doivent faire face au désenchantement du pacte républicain, à la dévaluation de la parole politique, et à la dilution de la cohésion sociale dans notre pays. Et surtout ils doivent refuser de traiter le mal en augmentant les doses de promesses non tenables et non tenues, d'incantations peu crédibles et peu crues.

La survie de la démocratie passe bien clairement aujourd'hui par la fin de l' « illusion politique » dénoncée par Jacques Ellul dès les trente glorieuses et la recreation d'une « institution politique » dont chaque citoyen serait authentiquement dépositaire.

C'est cette transition que servent de nombreux maires des communes de France engagés au service de leurs concitoyens : en récusant le fatalisme qui paralyse les esprits, entrave les services publics et étouffe les initiatives d'où qu'elles viennent ; en refusant de se soumettre à la censure du « ce n'est pas possible » ; en convertissant du « jamais » en « pourquoi pas », du « pourquoi pas » en « comment » et du « comment » en « quand ».

La réponse des élus locaux à la crise de que nous traversons, ce n'est donc pas de craindre le peuple ou de stigmatiser ses choix : c'est de lui faire confiance en lui donnant plus d'espace pour s'exprimer, plus d'outils pour s'informer, plus de pouvoir pour peser ; ce n'est pas d'imposer des cadres et de prescrire des usages, c'est de proposer des espaces nouveaux et d'y permettre à chacun de se les approprier le plus librement possible.

La collectivité parisienne s'est engagée sur cette voie dès 2001, en créant des conseils de quartier et en consultant les Parisiens sur chacun des grands aménagements qui devait modifier le visage de la ville, d'un quartier comme les Halles ou d'un équipement comme les voies sur berges. C'est ainsi que de concertations en concertations une forme de démocratie directe a progressivement réinvesti la capitale en permettant à chacun de ses habitants de s'exprimer et de s'engager.

C'est pour amplifier ce mouvement de reconquête qu'avec la majorité élue en avril je mets en place dans la capitale le premier budget participatif au terme duquel chaque Parisien, quels que soient son âge et sa nationalité, pourra se prononcer sur l'affectation de 5% de l'investissement de la collectivité, soit un total de 426 millions d'euros entre 2014 et 2020. Ce montant est le plus important au monde pour une initiative de ce type. Ce sont ainsi 15 projets, présentés sur [budgetparticipatif.paris.fr](http://budgetparticipatif.paris.fr), qui seront soumis à l'appréciation des habitants qui pourront voter en ligne, à l'Hôtel de ville ou dans les mairies d'arrondissement entre le 24 septembre et le 1er octobre. Au terme d'une votation qui n'aura rien à envier aux plus belles manifestations de démocratie directe dont s'inspire notre République, je m'attacherai, comme je m'y suis engagé au cours de la campagne, à réaliser ce qu'une majorité de citoyens engagés auront souverainement décidé.

Cette première étape ouvrira la voie à un renouveau citoyen de nos instances démocratiques. Dès l'année prochaine, ce sont les Parisiens eux-mêmes qui émettront les propositions soumises au vote avant d'être expertisées et mises en œuvre par la collectivité. Créateurs et entrepreneurs des progrès dont ils souhaitent voir la société s'enrichir, ils maîtriseront alors l'ensemble d'un processus démocratique auparavant largement monopolisé par les élus et les experts. Ils donneront naissance dans le même temps à une nouvelle forme de citoyenneté non plus exclusivement fondée sur la nationalité mais sur l'engagement et le partage.

C'est ce pari sur la confiance que nous ferons ensemble à Paris au cours des prochaines années, en faisant de la concertation la condition essentielle de la gouvernance. Le débat au risque de la controverse, la consultation au risque du contraste, et la différence au risque de la divergence sont en effet aussi indispensables à la démocratie que les élections. A Paris, où la gouvernance repose sur le dialogue permanent entre plusieurs familles politiques rassemblées par une commune ambition progressiste, la démocratie n'a pas peur d'écouter les citoyens : elle a peur de ne pas suffisamment les entendre.

La participation citoyenne a tout de cette nouveauté dont Robert Kennedy présentait l'imminence quelques années avant d'être assassiné en parlant d' « une révolution qui serait pacifique si nous étions sages, compatissante si nous étions attentifs et couronnée de succès si

nous étions chanceux - une révolution qui se produirait que nous le voulions ou pas » et que « nous pourrions influencer, mais en aucun cas empêcher ».

Aujourd'hui cette révolution vient à point nommé pour revivifier et ré-enchanter la démocratie française. Beaucoup l'ignorent encore. Certains la fuient déjà. Avec le budget participatif, Paris va à sa rencontre.

**Anne Hidalgo**  
Maire de Paris

**Contact presse :** Quitterie Lemasson / 01.42.76.49.61 / [presse@paris.fr](mailto:presse@paris.fr)